

## La Yougoslavie de 1976 à 1980

Vukovic D.

La Yougoslavie

Paris : CIHEAM  
Options Méditerranéennes; n. 33

1976  
pages 49-51

Article available on line / Article disponible en ligne à l'adresse :

<http://om.ciheam.org/article.php?IDPDF=CI010658>

To cite this article / Pour citer cet article

Vukovic D. **La Yougoslavie de 1976 à 1980**. *La Yougoslavie*. Paris : CIHEAM, 1976. p. 49-51 (Options Méditerranéennes; n. 33)



<http://www.ciheam.org/>  
<http://om.ciheam.org/>

Dušan VUKOVIĆ

Journaliste

# La Yougoslavie de 1976 à 1980

La politique de développement de la Yougoslavie pour la prochaine période à moyen terme, de 1976 à 1980, a pour point de départ la stratégie de développement à long terme du pays, basée sur la Constitution de la RSFY et sur celles des républiques et provinces autonomes socialistes, d'après les documents du X<sup>e</sup> Congrès de la LCY et des congrès et conférences de la Ligue des communistes à l'échelon des républiques et des provinces. La future politique de développement a pour objectifs principaux de résoudre les problèmes-clés, d'activer les potentiels économiques (et autres) de développement, de parvenir à une plus grande efficacité, de réaliser enfin un développement socio-économique dynamique et cohérent. Elle se propose d'imprimer à ce dernier un rythme plus rapide que dans les autres pays.

La stratégie de développement de l'économie yougoslave est fondée sur une utilisation et un engagement plus rationnels des potentiels productifs, humains, naturels, scientifiques, etc. Il sera procédé plus résolument à la recherche de solutions aux problèmes posés par la structure de l'économie, à l'affirmation du rôle stabilisateur de l'agriculture et du caractère stratégique des produits agricoles de base. Des remaniements devront être apportés à la structure de l'économie par l'intensification de la participation du secteur social (en particulier des transports et du tourisme), par la promotion des activités extractives moyennant une prospection plus poussée des ressources du sous-sol. En réalité, c'est sur cela que devra s'appuyer le développement ultérieur de l'industrie. On a placé au rang des tâches prioritaires de la stratégie du développement yougoslave l'accélération du développement des républiques insuffisamment évoluées et de la province autonome de Kosovo. Cette tâche devra être accomplie grâce à une utilisation rationnelle des potentiels de production. Les analyses auxquelles il a été procédé ont établi que la Yougoslavie dispose de grandes possibilités de développement socio-économique dynamique et équilibré. En fait, l'orientation en faveur d'une croissance dynamique de l'économie est la seule *alternative acceptable du développement* de la Yougoslavie dans la prochaine période à moyen terme. C'est ce que requiert sa politique d'ouverture sur le monde,

ainsi que la nécessité de diminuer le plus rapidement possible la différence du degré de son développement par comparaison avec celui des pays d'Europe. En effet, une croissance dynamique offre des chances de transformer plus vite les structures de l'économie et permet de parer plus efficacement — et éventuellement de tenir tête — à des crises sérieuses dans les relations économiques mondiales.

Étant donné que, dans la période à venir, les échanges internationaux s'effectueront dans des conditions plus difficiles, compliquées par les contradictions d'intérêts entre pays et régions, une politique adéquate et des efforts spéciaux seront nécessaires pour réaliser une intensification croissante des exportations et maintenir les importations à un niveau nécessaire et rationnel. En outre, l'instabilité qui se manifeste dans les flux économiques internationaux est la conséquence de profondes contradictions qui existent entre le développement des forces de production et le fonctionnement de l'économie mondiale, conduisant à des inégalités économiques dans les relations internationales.

La situation économique modifiée, la nouvelle répartition des possibilités réelles et des efforts de développement continu de l'économie yougoslave exigeront une adaptation appropriée, tant structurelle que régionale, de l'ensemble de la coopération économique internationale de cette nation. Dans la période à venir, une place spéciale sera attribuée à l'effort tendant à enrichir les formes et à augmenter le volume de sa coopération économique avec les pays en voie de développement. Sous ce rapport, il faudra procéder à une meilleure harmonisation des composantes régionales des relations de commerce extérieur avec la politique de développement et la compétence professionnelle des organisations de travail associé. Il conviendra également de donner à la coopération économique de nouvelles formes plus efficaces qui la soustrairont à la domination des relations commerciales pures et simples.

La principale difficulté dans le domaine des relations économiques avec l'étranger sera sans aucun doute le problème de l'équilibre de la balance commerciale. On prévoit que la valeur des biens exportés pourrait couvrir en 1980 environ 63 % de celle des importations et que l'afflux net en devises des *invisibles* couvrirait 55 % du déficit de la balance commerciale.

Dans le cadre des *invisibles*, on escompte une croissance dynamique des recettes au titre des activités du Bâtiment dans toutes les parties du monde, en particulier dans certains pays en cours de développement.

On s'attend à voir s'opérer un grand tournant dans le développement du savoir et des connaissances des Yougoslaves, ainsi qu'une accélération du processus d'innovations technologiques destinées à réduire au minimum la dépendance technique et technologique du pays par rapport à ses partenaires étrangers.

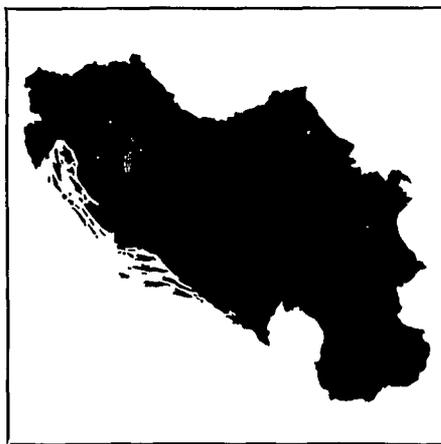
Le potentiel scientifique et de recherche est appelé à jouer un grand rôle dans ce domaine. On prévoit un essor particulier de la science et des applications des nouvelles techniques et technologies dans les industries propulsives, ainsi que dans les secteurs appelés à contribuer directement à l'élimination des disproportions structurelles dans l'économie.

Les prévisions envisagent que le nombre des Yougoslaves atteindra 22,1 millions à la fin des cinq années à venir. Cette croissance, ainsi que l'augmentation de la population active, exige que soit judicieusement traitée la question du développement dynamique de l'emploi comme une des tâches prioritaires du développement économique et social. Le développement de l'industrie devra assurer la possibilité d'emploi d'environ 160 000 personnes par an. Ce qui veut dire que, dans la prochaine période quinquennale, le taux de l'emploi s'établira à 3,4 % par an. En effet, si l'on réalise dans ce domaine un taux de croissance de 4 % par an dans le secteur social, le nombre des Yougoslaves pourvus d'un emploi aura augmenté, à la fin de

cette période de cinq ans, de près d'un million de personnes.

La croissance de l'emploi doit permettre d'engager un nombre plus grand de cadres formés par le système éducatif; une importance spéciale est donc attribuée au système de formation permanente. Un engagement rationnel des potentiels en cadres permettra d'éliminer graduellement les méthodes classiques qui présidaient à l'attribution d'emplois. La politique de l'emploi devra respecter les particularités démographiques de la population et tenir compte de la phase d'évolution atteinte dans les différentes régions; il est par ailleurs dans l'intérêt de la communauté de promouvoir encore davantage l'utilisation de la main-d'œuvre féminine.

Le projet de plan quinquennal de développement souligne qu'un développement dynamique et équilibré des forces de production doit permettre de résoudre plus rapidement les problèmes de structures de l'économie, la promotion de l'emploi,



l'élévation du niveau de l'économie du travail et des ressources, ainsi qu'une incorporation plus efficace dans la division internationale du travail. Le développement de différents secteurs de l'industrie doit être assuré grâce à un rapport harmonieux entre les industries de l'énergie, des matières premières et de transformation. Cela est réalisable dans les conditions de profond changement qui caractérisent le développement économique international. Mais le point focal de l'orientation de la production est la production d'énergie : viennent ensuite les matières premières, les vivres et constructions mécaniques.



Les possibilités de constituer des fonds à investir sont, elles aussi, considérables. Une étude à fins d'orientation a établi qu'il est possible d'assurer 1 340 milliards de dinars pour des investissements dans les fonds de base et de roulement. La majeure partie de ce montant — environ



social sont basés sur les besoins communs, les possibilités matérielles et la nécessité de renforcer toutes les valeurs, ainsi que leur influence sur la croissance économique. D'importants changements doivent être apportés dans la structure de la consommation individuelle, notamment par une réduction de 3 ou 4 points de l'alimentation, s'accompagnant d'une majoration absolue des dépenses au titre de cette catégorie de consommation. On compte pouvoir satisfaire plus pleinement les éléments généraux de la consommation et, en particulier, imprimer plus de dynamisme à la promotion du standard social.

60 % — est fournie par les fonds des organisations du travail associé dans l'économie. L'industrie, qui est le tenant fondamental de la dynamique des changements structurels et de l'orientation de la production, devrait engager environ 54 % de ses investissements dans les fonds de base du secteur socialisé. Un tournant particulièrement important devrait, selon la projection du développement, être réalisé par les investissements dans les branches énergétiques, dont la participation devrait dépasser 45 %. La projection souligne qu'un traitement sélectif devrait rendre impossible tout élargissement d'un front d'investissements intensifs débordant les possibilités matérielles et financières réelles. Ces considérations amènent à conclure que, dans le cadre de l'énergétique, la priorité absolue doit être donnée à l'industrie et à la production d'électricité (conditions de tout le développement économique). Une grande attention sera consacrée au développement de l'énergétique, aux matières premières, à la métallurgie des non-ferreux, à l'industrie chimique, à l'agriculture et à la construction de machines, bien qu'une place importante ait également été réservée au développement des autres secteurs.

Le développement de la consommation individuelle et la promotion du standard

Dans la période à venir, il faudrait, comme l'envisage le projet, créer les conditions nécessaires à une accélération de la construction de logements de manière à ce que les investissements dans ce secteur augmentent plus vite que le produit social. On souligne que la politique des loyers devrait, d'ici à 1980, assurer la couverture des dépenses d'entretien et de gestion des immeubles ainsi que la reproduction simple du Fonds de l'Habitat par une différenciation du subventionnement des loyers. Les citoyens investiraient sous forme de paiement anticipé du droit à un logement, ou d'acquisition d'un logement soit en co-propriété, soit dans le cadre de la construction à titre privé. La surface habitable moyenne par habitant devrait être portée de 13,6 m<sup>2</sup> en 1975 à 15,2 m<sup>2</sup> 1980; l'on prévoit par ailleurs une nette amélioration fonctionnelle des nouveaux logements construits.

La mise en œuvre efficace de la politique de développement dans la prochaine période quinquennale requiert l'élaboration de méthodes et de formes adéquates d'association du travail et de mise en commun des ressources. Ainsi, le système économique sera mieux à même de définir les critères qui exprimeront les intérêts à long terme de cette politique de développement et du marché, réalisables par une liaison plus directe de la production, des échanges et de la consommation.